



Gouvernement du Québec  
Commission de  
l'équité salariale

T76E65  
E88  
1999/2000  
QL  
P. gouv.

---

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 1999-2000

---

---

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**





Gouvernement du Québec  
Commission de  
l'équité salariale

---

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 1999-2000

---

---

**Demande de renseignements généraux**



# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### LISTE DES QUESTIONS

	PAGE
1. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire.....	1
2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) .....	3
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tirage;</li> <li>- coût;</li> <li>- distribution;</li> <li>- imprimeur;</li> <li>- copie des publications parues depuis le 1<sup>er</sup> avril 1998.</li> </ul>	
3. Liste des voyages <u>hors-Québec</u> depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1998.....	4
<ul style="list-style-type: none"> <li>- endroit et dates du départ et du retour;</li> <li>- but du voyage;</li> <li>- personnes rencontrées;</li> <li>- coût;</li> <li>- noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);</li> <li>- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;</li> <li>- bilan et résultat des rencontres.</li> </ul>	
4. Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels.....	5
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les sommes dépensées pour l'exercice financier 1998-1999 et les prévisions pour 1999-2000;</li> <li>- la ventilation des dépenses par type de média;</li> <li>- les noms des fournisseurs;</li> <li>- le but visé par chaque dépense.</li> </ul>	
5. Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1998-1999 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent.....	6
<ul style="list-style-type: none"> <li>- liste et coût;</li> <li>- copie des soumissions;</li> <li>- copie du questionnaire et du résultat.</li> </ul>	
6. Liste des études commandées durant l'exercice financier 1998-1999 à la demande du ministère ou de l'organisme.....	7
<ul style="list-style-type: none"> <li>- liste et coût;</li> <li>- copie des soumissions;</li> <li>- copie des études.</li> </ul>	



7. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1<sup>er</sup> avril 1998 au 31 mars 1999 en indiquant..... 8
- le nom du professionnel(le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire ?);
  - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - le coût;
  - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).
8. Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1998, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat..... 11
9. Le montant, pour l'année 1998-1999, de chacune des dépenses suivantes..... 12
- la photocopie;
  - la télécopie (*fax*), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
  - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
  - les téléavertisseurs;
  - le mobilier de bureau;
  - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
  - distributeurs d'eau de source;
  - le remboursement des frais de transport;
  - le remboursement des frais d'hébergement;
  - le remboursement des frais de repas;
  - le ressourcement ou préparation à la retraite;
  - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
    - a) au Québec
    - b) à l'extérieur du Québec.
10. La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun..... 13
- la marque et le modèle du véhicule;
  - le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction;
  - les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
  - les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
  - appels d'offres faits en 1998-1999 et les prévisions pour 1999-2000;
  - spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres.
11. Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1998-1999 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations?..... 14
- Quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporations professionnelles (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle) ?

12. Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 1998-1999 ainsi que les prévisions pour 1999-2000. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme..... 15
13. Le bilan du Programme de mise à la retraite du gouvernement du Québec (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.). Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. Indiquer les économies réalisées et les remplacements effectués..... 16
14. Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et organisme..... 17
15. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1998-1999) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)..... 18
- a) Nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- b) Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).
- c) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
16. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995..... 19
- a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- d) Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- f) Nombre de personnes occasionnelles, temporaires et contractuelles en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis 5 ans.
17. La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux..... 22
- l'emplacement de la location;
  - la superficie du local loué;
  - la superficie réellement occupée;
  - la superficie inoccupée;
  - le coût de location au mètre carré;
  - le coût total de ladite location;
  - les coûts d'aménagement réalisés en 1998-1999, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - la durée du bail.

18. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1998-1999 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles..... 23
- l'emplacement de la location;
  - la superficie du local loué;
  - la superficie réellement occupée;
  - la superficie inoccupée;
  - le coût de location au mètre carré;
  - le coût total de ladite location;
  - les coûts d'aménagement réalisés en 1998-1999, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - la durée du bail.
19. La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1998-1999 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant..... 24
- le nom de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);
  - le mandat et le résultat du contrat;
  - la durée du contrat;
  - le coût du contrat;
  - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).
20. La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1998-1999 en indiquant..... 25
- a) la tarification pour chacun des droits et permis perçus;
  - b) le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;
  - c) pour l'année 1999-2000, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.
- 21a) Liste du personnel du cabinet du ministre en 1998-1999 en indiquant pour chacun individu..... 26
- la date de l'entrée en fonction;
  - la date du départ, s'il y a lieu;
  - le titre de la fonction;
  - l'adresse du port d'attache;
  - la classification;
  - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - le montant total des indemnités de départ versées;
  - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - la description de tâches.
- b) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1998-1999.
- c) Le nombre total d'employés au cabinet.
- d) Liste des membres du personnel de cabinet du ministère qui, à un moment ou à un autre en 1997-1998, ont occupé des fonctions « d'agent de liaison » en incluant leur description de tâches et le lieu de leur affectation.

22a)	Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1998-1999 en indiquant pour chaque individu.....	28
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'entrée en fonction;</li> <li>- la date du départ, s'il y a lieu;</li> <li>- le titre de la fonction;</li> <li>- l'adresse du port d'attache;</li> <li>- la classification;</li> <li>- le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés.</li> </ul>	
b)	Le montant total des salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle pour l'exercice 1998-1999.	
c)	Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.	
23.	Liste des sommes d'argent versées en 1998-1999 à même le budget discrétionnaire du : a) ministre b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant	29
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom de l'organisme ou de la personne concernée;</li> <li>- le montant attribué;</li> <li>- le projet visé et le résultat.</li> </ul>	
24.	Liste des crédits périmés, par programme et par élément, pour l'exercice financier 1998-1999.	30
25.	La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1998-1999 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.....	31
26.	Bilan 1998-1999 et prévisions pour 1999-2000 des crédits alloués pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics qui participent au plan d'action gouvernemental visant le redressement de la métropole.....	32
27.	Liste des projets retenus à l'occasion du Sommet de l'économie de l'emploi et leur état d'avancement, notamment les sommes investies et les emplois créés...	33
28.	Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour les négociations dans la fonction publique, en indiquant.....	34
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la masse salariale prévue à cet effet;</li> <li>- le nombre de jours par employé prévus.</li> </ul>	
29.	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant.....	35
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le poste initial;</li> <li>- le salaire;</li> <li>- le poste actuel, s'il y a lieu;</li> <li>- date de la mise en disponibilité.</li> </ul>	
30.	Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.....	36
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- nom de la personne;</li> <li>- poste occupé;</li> <li>- salaire;</li> <li>- assignation initiale;</li> <li>- date de l'assignation hors structure;</li> <li>- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li> </ul>	

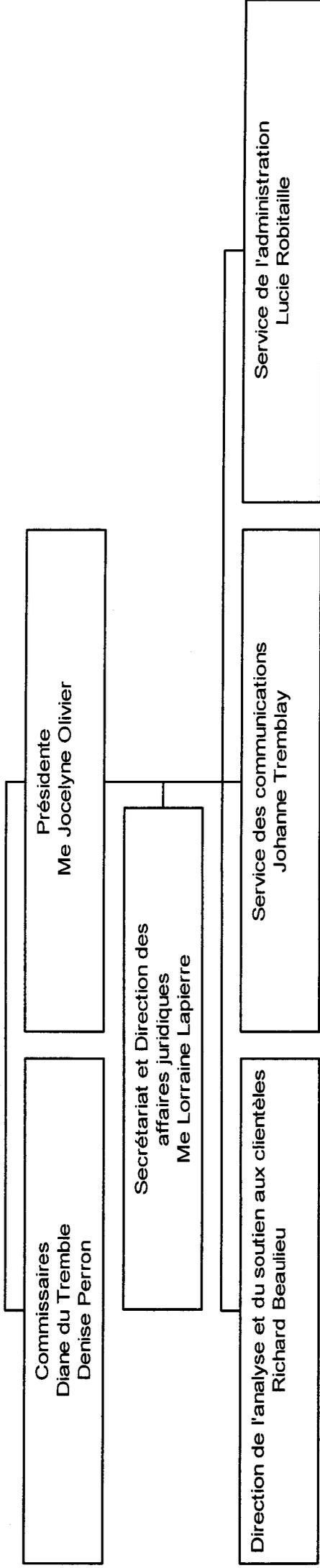
31.	La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.....	37
	- assignation initiale;	
	- assignation actuelle;	
	- salaire.	
32.	La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère.....	38
	- assignation initiale;	
	- assignation actuelle;	
	- salaire.	
33.	Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied.....	39
	- salaire;	
	- date du changement;	
	- primes de séparation;	
	- assignation initiale;	
	- assignation actuelle.	
34.	Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant.....	40
	- salaire de la personne;	
	- montant reçu du régime de retraite.	
35.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).....	41
36.	Quel est l'état d'avancement des travaux de mise à niveau pour contrer les effets du bogue de l'an 2000 ?.....	43
37.	Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités de la Commission Poitras, de la Commission Nicolet, Solidarité rurale et de la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales, en indiquant de façon distincte pour chacun des items précités.....	44
	- le poste occupé;	
	- le port d'attache;	
	- le salaire ou honoraires;	
	- la durée et la nature du mandat ou du contrat;	
	- les frais de déplacement, d'hébergement et de repas;	
	- les coûts de location des bureaux, salles de réunion ou d'audition;	
	- les frais de bureautique, papeterie, ordinateurs, téléphones cellulaires et autres frais généraux.	
38.	Liste du personnel politique du cabinet ainsi que du personnel permanent contractuel ou occasionnel du ministère qui ont été contactés et/ou rencontrés par la Commission d'accès à l'information et/ou ses enquêteurs dans le cadre de l'enquête sur la divulgation de renseignements personnels par le cabinet du Premier ministre.....	45
39.	Quels sont les plans de régionalisation des services gouvernementaux pour chacun des ministères et organismes ?.....	46

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****1. ORGANIGRAMME**

**Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire.**

L'ORGANIGRAMME  
EST PRÉSENTÉ À LA PAGE SUIVANTE

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – ORGANIGRAMME



# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 2. LISTE DES PUBLICATIONS

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :				
- tirage; - coût; - distribution; - imprimeur; - copie des publications parues depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1998.				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Brochure Working Towards Pay Equity – Pay Equity Act : Highlights	10 000	4 393,00 \$	1 907	Bowne
Dépliant-affiche "Une juste mesure"	20 000	5 324,00 \$	5 384	Transcontinental
Démarche type pour réaliser l'équité salariale	9 510	3 151,58 \$	2 246	Impression Alliance 9000
Info-équité – Comment lire un rapport	2 260	244,63 \$	1 786	Direction de la reprographie gouvernementale
Info-équité – Déterminer le nombre de personnes salariées	9 850	1 112,00 \$	1 125	Impression Alliance 9000
Questions-réponses - Déterminer le nombre de personnes	2 350	206,84 \$	1 634	Direction de la reprographie gouvernementale
Questions-réponses – Déterminer le nombre de programmes	2 350	206,84 \$	1 630	Direction de la reprographie gouvernementale
Questions-réponses - Déterminer la composition du ou des comités	2 350	206,84 \$	1 707	Direction de la reprographie gouvernementale
Questions-réponses - Identifier les catégories d'emplois	2 350	206,84 \$	1 627	Direction de la reprographie gouvernementale
Rapport annuel 1997	550	985,40 \$	305	Les Publications du Québec
<b>Publications déjà parues :</b>				
• La Loi sur l'équité salariale, dépliant			87 165	
• Vers l'équité salariale, brochure			17 326	



## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

## 4. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS

Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :			
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les sommes dépensées pour l'exercice financier 1998-1999 et les prévisions pour 1999-2000;</li> <li>- la ventilation des dépenses par type de média;</li> <li>- les noms des fournisseurs;</li> <li>- le but visé par chaque dépense.</li> </ul>			
TOTAL DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ			COÛTS
DÉPENSES EN 1998-1999			122 785,53 \$
DÉPENSES PRÉVUES EN 1999-2000			150 000,00 \$
TITRE DU PROJET	COÛT	TYPE DE MÉDIA	FOURNISSEUR
Campagne publicitaire mars 1999	110 600,00 \$	Média écrit	12 quotidiens 117 hebdomadaires 5 médias communautaires
Profil d'entreprise de la Commission de l'équité salariale	1 967,06 \$	Média écrit	Commerce West Island
<i>La Loi sur l'équité salariale</i>	880,00 \$	Média écrit	L'Édition, le journal des gens d'affaires
Équité salariale	704,88 \$	Média écrit	Journal Les Affaires
<i>La Loi sur l'équité salariale,</i> questions-réponses (3 parutions)	2 003,00 \$	Média écrit	La Gazette des femmes
Encartage de 81 000 dépliants sur <i>la Loi sur l'équité salariale</i>	4 000,00 \$	Média écrit	Revue La Vie Ouvrière, éditeur de Recto-Verso
Connaissez-vous <i>la Loi sur</i> <i>l'équité salariale</i>	2 070,59 \$	Média écrit	Fonder une entreprise
Le Québec s'ajuste à l'équité salariale	560,00 \$	Média écrit	Le Devoir
<b>TOTAL</b>	<b>122 785,53\$</b>		

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****5. LISTE DES SONDAGES EFFECTUÉS À LA DEMANDE DU MINISTÈRE**

Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1998-1999 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat.

**S/O**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****6. LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES DURANT L'EXERCICE FINANCIER 1998-1999 À LA DEMANDE DU MINISTÈRE**

Liste des études commandées durant l'exercice financier 1998-1999 à la demande du ministère ou de l'organisme :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études.

**S/O**



**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**7. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 1998 AU 31 MARS 1999**

<b>CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS</b>			
<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ dollars octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1<sup>er</sup> avril 1998 au 31 mars 1999 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom du professionnel(le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);</li> <li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li> <li>- le coût;</li> <li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).</li> </ul>			
<b>NOM</b>	<b>(MANDAT, RÉSULTAT ET DURÉE)</b>	<b>COÛT</b>	<b>MODE *</b>
Sylvain Vallières	Conception et réalisation d'une publicité	320,00 \$	2
Sylvain Vallières	Maquette de présentation pour les couleurs de la CÉS	475,00 \$	2
Sylvain Vallières	Velox du logo de la CÉS	185,00 \$	2
Sylvain Vallières	Conception graphique du bulletin interne	610,00 \$	2
Sylvain Vallières	Présentation de deux concepts d'affiche	840,00 \$	2
Sylvain Vallières	Conception et réalisation d'une publicité	390,00 \$	2
Compélec	Préparation d'un gabarit de saisie du bulletin interne	150,00 \$	2
Ose Design	Conception de divers documents d'information	6 504,00 \$	2
Deschamps Design	Conception et réalisation de quatre publicités	599,00 \$	2
Vox Communication et graphisme	Conception et réalisation d'une campagne publicitaire	8 935,00 \$	2
Agence Carmelli	Photos pour la campagne publicitaire	6 684,00 \$	2
Francine Légaré	Rédaction d'un projet de brochure	3 200,00 \$	
Ghislain Madore	Révision linguistique (2 projets)	125,00 \$	2

\* 1 : contrat négocié 2 : invitation 3 : fournisseur unique 4: soumission publique



**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****8. LISTE DES CONTRATS AYANT FAIT L'OBJET D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE**

Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1998, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial :

- le montant du surplus versé;
- le montant du contrat initial;
- les raisons du dépassement;
- le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

**S/O**

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. DÉPENSES DE PHOTOCOPIE, DE TÉLÉCOPIE, DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, DE TÉLÉAVERTISSEURS, DE MOBILIER DE BUREAU, DE FOURNITURES, DE DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, DE FRAIS DE TRANSPORT, DE FRAIS D'HÉBERGEMENT, DE FRAIS DE REPAS, DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT

Le montant, pour l'année 1998-1999, de chacune des dépenses suivantes :	
- la photocopie;	
- la télécopie ( <i>fax</i> ), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;	
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;	
- les téléavertisseurs;	
- le mobilier de bureau;	
- les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);	
- les distributeurs d'eau de source;	
- le remboursement des frais de transport;	
- le remboursement des frais d'hébergement;	
- le remboursement des frais de repas;	
- le ressourcement ou préparation à la retraite;	
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
a) au Québec	b) à l'extérieur du Québec.
La photocopie	2 643,80 \$
La télécopie	849,07 \$
La téléphonie cellulaire et coût d'utilisation	847,06 \$
Les téléavertisseurs	133,20 \$
Le mobilier de bureau	39 451,00 \$
Les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item)	9 583,18 \$
Les distributeurs d'eau de source	593,01 \$
Le remboursement des frais de transport	18 658,60 \$
Le remboursement des frais d'hébergement	4 295,32 \$
Le remboursement des frais de repas	12 165,86 \$
Le ressourcement ou préparation à la retraite	S/O
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
a) au Québec	a) 9 151,66 \$
b) à l'extérieur du Québec.	b) Voir la question 3

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****10. LISTE DE TOUS LES VÉHICULES FOURNIS**

**La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun :**

- la marque et le modèle du véhicule;
- le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction;
- les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
- les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
- le nom et le poste du bénéficiaire;
- appels d'offres faits en 1998-1999 et les prévisions 1999-2000.

**S/O**



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. NOMBRE ET RÉPARTITION DU PERSONNEL FÉMININ, DU PERSONNEL MASCULIN, DES JEUNES DE MOINS DE 30 ANS, DU PERSONNEL, DU PERSONNEL HANDICAPÉ, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, DES ANGLOPHONES ET DES AUTOCHTONES DU MINISTÈRE POUR CHAQUE CATÉGORIE POUR L'EXERCICE FINANCIER 1998-1999

Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, e tc.) pour 1998-1999 ainsi que les prévisions pour 1999-2000. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		JEUNES DE MOINS DE 30 ANS		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%
HORS CADRES	-	-	3	9,1	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-
CADRES SUPÉRIEURS	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CADRES INTERMÉDIAIRES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PROFESSIONNELS	6	18,2	10	30,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FONCTIONNAIRES	3	9,1	9	27,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OUVRIERS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
STAGIAIRES	-	-	1	3,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>30,3</b>	<b>23</b>	<b>69,7</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

- 13. LE BILAN DU PROGRAMME DE MISE À LA RETRAITE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (DE CHAQUE MINISTÈRE ET POUR CHACUN DES ORGANISMES RELEVANT DE SA COMPÉTENCE) POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.). POUR CHAQUE CATÉGORIE, INDIQUER LE POURCENTAGE PAR RAPPORT À L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME. INDIQUER LES ÉCONOMIES RÉALISÉES ET LES REMPLACEMENTS EFFECTUÉS.**

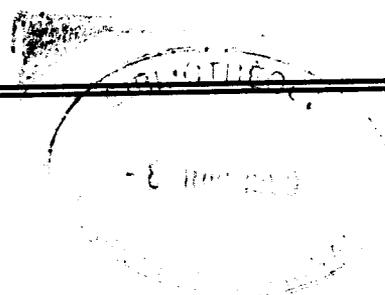
**LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

14. COMBIEN DE PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DU PROGRAMME DE DÉPART VOLONTAIRE ET ONT ÉTÉ RAPPELÉES POUR CHAQUE MINISTÈRE OU ORGANISME ?

Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère ou organisme ?

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DE CRÉDITS 1999-2000

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. À CHACUN DES MOIS DU DERNIER EXERCICE BUDGÉTAIRE (1998-1999) POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) A) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL; B) NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) C) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

	CONGÉS DE MALADIE						VACANCES (JOURS)						TEMPS SUPPLÉMENTAIRE (HEURES)								
	Prof.		Fonct.		Ouvr.		Prof.		Fonct.		Ouvr.		RÉALISÉES		PAYÉES		COMPENSÉES				
	Cadres						Cadres					Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	
AVRIL		5		8,5				9		3					3				1		2
MAI		7,5		5,5				7		2					2						1
JUN		16		8		3		14		26									0,5		
JUILLET	5	19,5		1				71		78,5									4		
AOÛT		2,5		6				123		52,5					11,75						1
SEPTEMBRE		10		5				14		3											0,5
OCTOBRE		7		7,5				3		10,5					9,16						
NOVEMBRE		5,5		5				1		2,5					21				1		1
DÉCEMBRE		2		8,5		2		20,5		19,5					16				2,5		
JANVIER		1		5				3		7					10,75						
FÉVRIER		2		2,5				1		6					6				1,5		
MARS																					
TOTAL	5	78		62,5		5		266,5		213,5				79,66				17	10,5		5,5

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (HORS CADRES, CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour 1998-1999 :

- a) évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- d) nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- f) nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

QUESTION 16 A)	1998-1999		
	Québec	Montréal	TOTAL
HORS CADRES	1	2	3
CADRES SUPÉRIEURS	3	-	3
CADRES INTERMÉDIAIRES	-	-	-
PROFESSIONNELS	24	7	31
FONCTIONNAIRES	11	1	12
OUVRIERS	-	-	-
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>39</b>	<b>10</b>	<b>49</b>

**QUESTION 16 B)**

**ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR :**

**S/O**

**QUESTION 16 C)**

**NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE :**

**S/O**

**QUESTION 16 D)**

**NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL**

	1998-1999		
	Québec	Montréal	TOTAL
HORS CADRES	1	2	3
CADRES SUPÉRIEURS	3	-	3
CADRES INTERMÉDIAIRES	-	-	-
PROFESSIONNELS	24	7	31
FONCTIONNAIRES	11	1	12
OUVRIERS	-	-	-
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>39</b>	<b>10</b>	<b>49</b>

**QUESTION 16E)**

**NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES**

**S/O**

**QUESTION 16 F)****NOMBRE DE POSTES OCCASIONNELS, TEMPORAIRES ET CONTRACTUELS EN  
INDIQUANT LA PROPORTION DE CEUX QUI LE SONT DEPUIS 5 ANS.**

	1998-1999	
	Nombre	% depuis 5 ans
Postes occasionnels	6	0
Postes temporaires	1	0
Postes contractuels	-	0

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****17. LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ**

**La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :**

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1998-1999, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée et la copie du bail.

**LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****18. MISE À PART LA SIQ, LA LISTE DES FIRMES QUI LOUENT DES ESPACES**

Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1998-1999, qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1998-1999, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée et la copie du bail.

**S/O**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**19. LISTE DES CONTRATS ATTRIBUÉS À DES FIRMES DE COMMUNICATION**

La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1998-1999 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :

- le nom de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);
- le mandat et le résultat du contrat;
- la durée du contrat;
- le coût du contrat;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

NOM	(MANDAT, RÉSULTAT ET DURÉE)	COÛT	MODE *
-----	--------------------------------	------	-----------

RÉPONSE DONNÉE À LA QUESTION 7

\* 1 : contrat négocié 2 : invitation 3 : fournisseur unique 4 : soumission publique

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****20. LISTE DES TARIFS POUR L'EXERCICE FINANCIER 1998-1999**

**La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1998-1999 en indiquant :**

- la tarification pour chacun des droits et permis perçus;
- le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;
- pour l'année 1998-1999, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.

**S/O**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DE LA MINISTRE POUR L'EXERCICE FINANCIER 1998-1999

21 A) La liste du personnel du cabinet de la ministre en 1998-1999 en indiquant pour chaque individu :								
NOM	ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TITRE DE FONCTION	PORT D'ATTACHE	CLASSIFICATION	TRAITEMENT ANNUEL	INDEMNITÉ DE DÉPART	MEMBRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
S/O								

21 B) MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR L'EXERCICE 1998-1999 :

SALAIRES	HONORAIRES	CONTRATS	TOTAL
S/O			

21 C) NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET DE LA MINISTRE :

**S/O**

21 D) COMPLÉMENT D'INFORMATION EN REGARD DES INDEMNITÉS DE DÉPART VERSÉS AU COURS DES EXERCICES FINANCIERS :

1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
<b>S/O</b>			

21 E) LISTE DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET DU MINISTÈRE QU, À UN MOMENT OU À UN AUTRE EN 1997-1998, ONT OCCUPÉ DES FONCTIONS « D'AGENT DE LIAISON » EN INCLUANT LEUR DESCRIPTION DE TÂCHES ET LE LIEU DE LEUR AFFECTATION :

**S/O**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**22. PERSONNEL DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE POUR L'EXERCICE FINANCIER 1998-1999**

22 A) Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en indiquant pour chaque individu :						
NOM	ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TITRE DE FONCTION	PORT D'ATTACHE	CLASSIFICATION	TRAITEMENT ANNUEL
<b>S/O</b>						

**22 B) MONTANT TOTAL DES SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE POUR L'EXERCICE FINANCIER 1998-1999 :**

SALAIRES	HONORAIRES	TOTAL
<b>S/O</b>		

**22 C) NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE :**

**S/O**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****23. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE**

Liste des sommes d'argent versées en 1998-1999 à même le budget discrétionnaire :

- a) de la ministre
- b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
  - le nom de l'organisme ou de la personne concernées;
  - le montant attribué;
  - le projet visé et le résultat.

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
<b>S/O</b>	



**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****25. VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS  
OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN 1998-1999**

**La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1998-1999 dans le cadre des divers programmes à frais partagés :**

- **pour chacun de ces programmes;**
- **description sommaire du mode de subvention.**

**S/O**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****26. CRÉDITS ALLOUÉS POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES**

**Prévisions pour 1998-1999 des crédits alloués pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics qui participent au plan d'action gouvernemental visant le redressement de la Métropole.**

**S/O**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****27. LISTE DU PERSONNEL LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR DES OPÉRATIONS RELIÉES AUX DEUX SOMMETS SOCIO-ÉCONOMIQUES**

Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux deux Sommets socio-économiques et aux activités de suivi, en indiquant :

- le poste occupé;
- le port d'attache;
- le salaire ou honoraires;
- la durée et la nature du mandat ou du contrat;
- les frais de déplacement, d'hébergement et de repas;
- les coûts de location de salles de réunion, de bureaux;
- les frais de bureautique, papeterie, ordinateurs, téléphones cellulaires et autres frais généraux.

**LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****28. LISTE DU PERSONNEL LIBÉRÉ POUR LES NÉGOCIATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE**

**Liste du personnel libéré pour les négociations dans la fonction publique :**

- la masse salariale prévue à cet effet;
- le nombre de jours par employé prévus.

**LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****29. LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****30. LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS RÉMUNÉRÉ PAR L'ORGANISME QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CET ORGANISME**

Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par l'organisme qui n'occupe aucun poste dans cet organisme :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

**S/O**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****31. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME  
ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON  
GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES**

Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

**S/O**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****32. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ À NOTRE ORGANISME**

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté à notre organisme :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

**S/O**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****33. LISTE DES CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES (ADMINISTRATEURS D'ÉTAT) DÉMISSIONNAIRES, RÉAFFECTÉS, OU MIS À PIED**

Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied :

- salaire;
- date du changement;
- prime de séparation;
- assignation initiale;
- assignation actuelle.

**S/O**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****34. LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES) RECEVANT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION**

Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- salaire de la personne;
- montant reçu du régime de retraite.

**S/O**

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

## 35. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).		
Année d'acquisition	Modèle	Somme dépensée
1997	Ordinateur Access	
1997	Ordinateurs Mycomp (9)	
1997	Ordinateurs IBM 300 XL (9)	
1997	Ordinateurs portatifs IBM Thinkpad (3)	
1997	Interfaces (2)	
1997	Carte réseau Xircom	
1997	Carte réseau Intel	
1997	Licences Logiciel Intranet Ware (30)	
1997	Licences Logiciel Manage Wise (30)	
1997	Licences Logiciel Groupe Wise (30)	
1998	IBM 300 GL (9)	32 771,00 \$
1998	TCO11 266 (4)	6 814,00 \$
1998	Tape back up Dat 8	1 100,00 \$
1998	UPS Oneac 600	1 288,00 \$
1998	Tape back up Dat 4	645,00 \$
1998	Ups Oneac 400	890,00 \$
1998	Carte SDLC EICON P92 PCI	966,00 \$
1998	Scanner AGFA Sanpscan	175,00 \$
1998	Modem externe GVC 56K	169,00 \$
1998	Logiciels divers	5 821,00 \$
1999	16 licences Office Pro 97	7 344,48 \$
1998	Divers	346,00 \$
1999	Seanix TCO11 333 (5)	8 507,00 \$
1999	Imprimante Lexmark E+	899,00 \$

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

## 35. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).		
Année d'acquisition	Modèle	Somme dépensée
1999	Serveur Compaq Proliant 1600	5 299,00 \$
1999	Module pour imprimante Lexmark Optra S	403,00 \$
1999	Mémoire pour imprimante Laser HP 11P	188,00 \$
1999	Projecteur Data/vidéo Sony	4 859,00 \$
1999	Portable Toshiba Tecra 8000	4 465,00 \$
1999	Ordinateurs Seanix TCO BX-350 (13)	25 855 \$
1999	Stockable Hub Express 220T	1 553,00 \$

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**36. QUEL EST L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DE MISE À NIVEAU POUR CONTRER LES EFFETS DU BOGUE DE L'AN 2000 ?**

**État d'avancement des travaux de mise à niveau pour contrer les effets du bogue de l'an 2000.**

**LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****37. LISTE DU PERSONNEL AYANT PARTICIPÉ AUX ACTIVITÉS DE DIFFÉRENTES COMMISSIONS GOUVERNEMENTALES**

Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités de la Commission Poitras, de la Commission Nicolet, Solidarité rurale et de la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales, en indiquant de façon distincte pour chacun des items précités :

- le poste occupé;
- le port d'attache;
- le salaire ou honoraires;
- la durée et la nature du mandat ou du contrat;
- les frais de déplacement, d'hébergement et de repas;
- les coûts de location des bureaux, salles de réunion ou d'audition;
- les frais de bureautique, papeterie, ordinateurs, téléphones cellulaires et autres frais généraux.

**S/O**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

- 38. LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE DU CABINET AINSI QUE DU PERSONNEL PERMANENT, CONTRACTUEL OU OCCASIONNEL DU MINISTÈRE QUI ONT ÉTÉ CONTACTÉS ET OU RENCONTRÉS PAR LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION ET/OU SES ENQUÊTEURS DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE SUR LA DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS PAR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE**

**LE MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION  
FOURNIRA L'INFORMATION**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**39. QUELS SONT LES PLANS DE RÉGIONALISATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ?**

**Les plans de régionalisation des services gouvernementaux.**

**S/O**



Gouvernement du Québec  
Commission de  
l'équité salariale

---

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 1999-2000

---

---

**Demande de renseignements particuliers**



**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****LISTE DES QUESTIONS**

La liste contient cinquante-quatre questions. La Commission de l'équité salariale est concernée par quatre d'entre elles.

	<b>PAGE</b>
22. a) Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission de l'équité salariale; b) État de réalisations et des travaux en cours; c) Copie des contrats ou des mandats confiés à d'autres organismes, des entreprises privées ou des particuliers.	49
23. Liste des entreprises ayant déposé un rapport et critères d'évaluation utilisés par la Commission.	56
24. Copie du Rapport déposé par le gouvernement.	62
25. Liste des entreprises ayant déposé un rapport et critères d'évaluation utilisés par la Commission.	63

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**22A) LISTE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

<b>22 a) Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission de l'équité salariale.</b>	
<b>FONCTIONNEMENT – PERSONNEL</b>	
▪ Traitement, salaires et allocation	1 506 896 \$
▪ Autres rémunérations	210 972 \$
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>1 717 868 \$</b>
<b>FONCTIONNEMENT – AUTRES DÉPENSES</b>	
▪ Services de transport et communications	243 803 \$
▪ Services professionnels, administratifs et autres	106 725 \$
▪ Entretien et réparation	4 588 \$
▪ Loyers	320 014 \$
▪ Fournitures et approvisionnement	34 103 \$
▪ Matériel et équipement	87 559 \$
▪ Autres dépenses	0 \$
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>796 792 \$</b>
<b>CAPITAL</b>	<b>112 340 \$</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 627 000</b>

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 22B) ÉTAT DES RÉALISATIONS ET DES TRAVAUX

##### 22 b) État des réalisations et des travaux en cours.

##### Activités relatives au Secrétariat de la Commission

- Organisation et suivi des séances de la Commission et des rencontres informelles. La Commission a tenu quatorze séances régulières et de nombreuses rencontres informelles.
- Réception des rapports transmis en vertu de l'article 120 de la loi (160 rapports ont été transmis à la Commission).
- Élaboration d'un processus de traitement des plaintes.

##### Activités d'ordre législatif ou réglementaire

- Suite à l'étude en Commission parlementaire du projet de Règlement sur le contenu et la forme du rapport relatif à un programme d'équité salariale ou de relativité salariale complété ou en cours au 21 novembre 1996, préparation du Règlement amendé et d'un mémoire au Conseil des ministres pour son adoption. Ce règlement est en vigueur depuis le 11 juin 1998.
- Rédaction d'un projet de Règlement de régie interne de la Commission. Ce règlement a été adopté le 11 août 1998.
- Rédaction du projet de politique linguistique de la Commission de l'équité salariale. Ce projet a été soumis à l'Office de la langue française en vue d'obtenir un avis favorable.
- Rédaction d'un projet de Code d'éthique et de déontologie des membres de la Commission. Ce document a été adopté le 17 mars 1999.

##### Activités relatives aux communications

- Rédaction, publication et diffusion de documents visant à préciser divers aspects de la *Loi sur l'équité salariale* et de sa mise en œuvre :
  - L'équité salariale, une juste mesure (dépliant) ;
  - Démarche type pour réaliser l'équité salariale (brochure) ;
  - Comment lire le rapport d'équité salariale ou de relativité salariale de votre employeur (trois feuilles) ;
  - Déterminer le nombre de personnes salariées (trois feuilles) ;
  - Déterminer le nombre de programmes d'équité salariale requis (une feuille) ;
  - Déterminer la composition du ou des comités d'équité salariale (trois feuilles) ;
  - Identifier les catégories d'emplois à prédominance féminine et les catégories d'emplois à prédominance masculine (trois feuilles).
- Parution de publicités dans divers médias dont *La Gazette des femmes*, le *Journal Les Affaires*, *L'Édition*, *Commerce West Island*, *Recto-Verso*, etc.
- Réalisation d'une campagne d'information et de sessions d'information sur l'entrée en vigueur du *Règlement sur le contenu et la forme du rapport relatif à un programme d'équité salariale ou de relativité salariale complété ou en cours au 21 novembre 1996*.

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 22B) ÉTAT DES RÉALISATIONS ET DES TRAVAUX

##### 22 b) État des réalisations et des travaux en cours.

- Réalisation d'une campagne publicitaire dans 136 médias écrits du Québec.
- Réalisation d'une tournée d'information des régions du Québec.
- Développement et mise à jour du site Internet de la Commission.
- Réalisation de conférences et de sessions d'information sur la loi et sa mise en œuvre.
- Poursuite des activités du service de renseignements téléphonique.
- Préparation et réalisation du plan d'action 1999-2000 en matière d'information.
- Constitution de listes de clientèles visées par la *Loi sur l'équité salariale*.
- Participation, à titre d'exposant, à diverses activités publiques destinées aux clientèles visées par la *Loi sur l'équité salariale*.
- Insertion de 5 000 copies de la brochure *Vers l'équité salariale* dans le bottin de l'Ordre des conseillers en relations industrielles.
- Insertion de 85 000 copies du dépliant de la Commission dans le magazine *Recto-Verso*.
- Développement de partenariat avec divers organismes pouvant agir à titre de relayeurs auprès des clientèles visées par la *Loi sur l'équité salariale*.

##### Activités relatives à l'analyse et au soutien à la clientèle

- Tenue de sessions de formation sur l'application de la loi sur une base régulière.
- Analyse des programmes d'équité salariale ou de relativité salariale dont font état les rapports transmis à la Commission conformément au chapitre IX de la loi.
- Élaboration de guides pratiques, à finaliser au cours de 1999, pour réaliser l'équité salariale par une démarche exempte de discrimination fondée sur le sexe.
- Élaboration de documents sur différents sujets, notamment :
  - Établissement d'un programme distinct en raison de disparités régionales;
  - La prédominance d'une catégorie d'emploi en fonction des stéréotypes occupationnels;
  - La rémunération flexible;
  - Les avantages à valeur pécuniaire;
  - Les critères prévus à la loi relativement à la prise en compte de différences salariales aux fins de l'estimation des écarts salariaux; ancienneté, affectation pour formation, pénurie de main-d'œuvre, salaire étoilé, avantages à valeur pécuniaire pour emploi temporaire.
- Préparation d'un état de situation sur les milieux de travail où il n'existe pas de catégorie d'emplois à prédominance masculine en vue de l'élaboration du règlement à soumettre à l'approbation du gouvernement.

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 22B) ÉTAT DES RÉALISATIONS ET DES TRAVAUX

##### 22 b) État des réalisations et des travaux en cours.

##### Activités relatives au Secrétariat de la Commission

- Organisation et suivi des séances de la Commission et des rencontres informelles. La Commission a tenu quatorze séances régulières et de nombreuses rencontres informelles.
- Réception des rapports transmis en vertu de l'article 120 de la loi (160 rapports ont été transmis à la Commission).
- Élaboration d'un processus de traitement des plaintes.

##### Activités d'ordre législatif ou réglementaire

- Suite à l'étude en Commission parlementaire du projet de Règlement sur le contenu et la forme du rapport relatif à un programme d'équité salariale ou de relativité salariale complété ou en cours au 21 novembre 1996, préparation du Règlement amendé et d'un mémoire au Conseil des ministres pour son adoption. Ce règlement est en vigueur depuis le 11 juin 1998.
- Rédaction d'un projet de Règlement de régie interne de la Commission. Ce règlement a été adopté le 11 août 1998.
- Rédaction du projet de politique linguistique de la Commission de l'équité salariale. Ce projet a été soumis à l'Office de la langue française en vue d'obtenir un avis favorable.
- Rédaction d'un projet de Code d'éthique et de déontologie des membres de la Commission. Ce document a été adopté le 17 mars 1999.

##### Activités relatives aux communications

- Rédaction, publication et diffusion de documents visant à préciser divers aspects de la *Loi sur l'équité salariale* et de sa mise en œuvre :
  - L'équité salariale, une juste mesure (dépliant) ;
  - Démarche type pour réaliser l'équité salariale (brochure) ;
  - Comment lire le rapport d'équité salariale ou de relativité salariale de votre employeur (trois feuilles) ;
  - Déterminer le nombre de personnes salariées (trois feuilles) ;
  - Déterminer le nombre de programmes d'équité salariale requis (une feuille) ;
  - Déterminer la composition du ou des comités d'équité salariale (trois feuilles) ;
  - Identifier les catégories d'emplois à prédominance féminine et les catégories d'emplois à prédominance masculine (trois feuilles) ;
- Parution de publicités dans divers médias dont *La Gazette des femmes*, le *Journal Les Affaires*, *L'Édition*, *Commerce West Island*, *Recto-Verso*, etc.
- Réalisation d'une campagne d'information et de sessions d'information sur l'entrée en vigueur du *Règlement sur le contenu et la forme du rapport relatif à un programme d'équité salariale ou de relativité salariale complété ou en cours au 21 novembre 1996*.

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 22B) ÉTAT DES RÉALISATIONS ET DES TRAVAUX

##### 22 b) État des réalisations et des travaux en cours.

- Réalisation d'une campagne publicitaire dans 136 médias écrits du Québec.
- Réalisation d'une tournée d'information des régions du Québec.
- Développement et mise à jour du site Internet de la Commission.
- Réalisation de conférences et de sessions d'information sur la loi et sa mise en œuvre.
- Poursuite des activités du service de renseignements téléphonique.
- Préparation et réalisation du plan d'action 1999-2000 en matière d'information.
- Constitution de listes de clientèles visées par la *Loi sur l'équité salariale*.
- Participation, à titre d'exposant, à diverses activités publiques destinées aux clientèles visées par la *Loi sur l'équité salariale*.
- Insertion de 5 000 copies de la brochure *Vers l'équité salariale* dans le bottin de l'Ordre des conseillers en relations industrielles.
- Insertion de 85 000 copies du dépliant de la Commission dans le magazine *Recto-Verso*.
- Développement de partenariat avec divers organismes pouvant agir à titre de relayeurs auprès des clientèles visées par la *Loi sur l'équité salariale*.

##### Activités relatives à l'analyse et au soutien à la clientèle

- Tenue de sessions de formation sur l'application de la loi sur une base régulière.
- Analyse des programmes d'équité salariale ou de relativité salariale dont font état les rapports transmis à la Commission conformément au chapitre IX de la loi.
- Élaboration de guides pratiques, à finaliser au cours de 1999, pour réaliser l'équité salariale par une démarche exempte de discrimination fondée sur le sexe.
- Élaboration de documents sur différents sujets, notamment :
  - Établissement d'un programme distinct en raison de disparités régionales;
  - La prédominance d'une catégorie d'emploi en fonction des stéréotypes occupationnels;
  - La rémunération flexible;
  - Les avantages à valeur pécuniaire;
  - Les critères prévus à la loi relativement à la prise en compte de différences salariales aux fins de l'estimation des écarts salariaux; ancienneté, affectation pour formation, pénurie de main-d'œuvre, salaire étoilé, avantages à valeur pécuniaire pour emploi temporaire.
- Préparation d'un état de situation sur les milieux de travail où il n'existe pas de catégorie d'emplois à prédominance masculine en vue de l'élaboration du règlement à soumettre à l'approbation du gouvernement.

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 22B) ÉTAT DES RÉALISATIONS ET DES TRAVAUX

##### 22 b) État des réalisations et des travaux en cours.

- Travaux de recherche sur les méthodes d'estimation des écarts salariaux notamment pour les entreprises sans catégorie d'emplois à prédominance masculine.
- État de situation, par tailles et secteurs économiques, sur les entreprises assujetties à la loi et sur les personnes oeuvrant dans des entreprises non assujetties (neuf salariés et moins).
- État de situation sur les démarches en cours dans les entreprises pour réaliser l'équité salariale.
- Constat sur l'évolution de la rémunération des femmes et des professions à prédominance féminine au Québec et au Canada.

##### Activités d'ordre administratif

- Rapatriement des activités relatives à la gestion des ressources financières, matérielles et informationnelles ainsi que d'une partie des activités de gestion des ressources humaines.
- Planification et organisation du Service de l'administration.
- Élaboration et mise en œuvre de politiques et procédures administratives internes.
- Intensification du recrutement du personnel afin de se doter d'une équipe à la mesure de la mission de la Commission. Environ 40 personnes sont actuellement à l'emploi de la Commission à Québec et à Montréal.
- Mise en place de l'infrastructure technologique et élaboration de systèmes d'information afin de supporter les activités de la Commission.
- Préparation des prévisions budgétaires, mise à jour du plan ministériel de gestion des dépenses et participation à la Revue de programmes pour l'exercice 1999-2000.
- Développement d'un centre de documentation et de gestion documentaire.
- Planification, acquisition et installation des équipements et des locaux afin de permettre au personnel de la Commission de remplir son mandat.
- Formation et perfectionnement du personnel.
- Assistance et conseil en matière de services administratifs et de reddition de comptes.

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****22 C) COPIE DES CONTRATS OU DES MANDATS**

**22 c) Copie des contrats ou des mandats confiés à d'autres organismes, des entreprises privées ou des particuliers.**

**RÉPONSE DONNÉE À LA QUESTION NO 7**

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 23. LISTE DES ENTREPRISES AYANT DÉPOSÉ UN RAPPORT ET CRITÈRES D'ÉVALUATION UTILISÉS PAR LA COMMISSION

##### Liste des entreprises ayant déposé un rapport et critères d'évaluation utilisés par la Commission.

##### Liste des entreprises ayant déposé un rapport

Le nom des employeurs compris dans la liste de ceux qui ont produit un rapport en vertu de l'article 120 de la *Loi sur l'équité salariale* (L.R.Q., c. E-12.001) est protégé par les articles 23 et 24 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1) à titre de renseignement transmis par des tiers. Ces noms ne peuvent être communiqués sans la consultation préalable des tiers.

Lors de consultations sur trois demandes d'accès à cette liste, certains des employeurs ont consenti à la communication de leur nom à toute autre personne sans autre consultation. Voici la liste de ces employeurs :

- École des Hautes Études Commerciales
- REXFOR
- Pharmetics (1997) inc.
- Produits d'emballage Ball Canada inc.
- Parmalat Canada, Division des produits réfrigérés - Québec
- Elkem Métal Canada inc.
- Ivanhoé inc.
- Household Financial Corporation Ltd
- Services Drummondville inc. (Denim Swift)
- Difco, tissus de performance inc.
- Médis Services Pharmaceutiques et de santé inc.
- Papier Scott ltée
- Compagnie de la Baie d'Hudson
- Services après ventes - RSCL inc
- La Baie - Montréal centre-ville
- Société de transport de la Rive-Sud de Montréal
- Zellers
- General Motors du Canada ltée
- Stelfil ltée
- Hafner inc.
- RJR-MacDonald inc.

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**23. LISTE DES ENTREPRISES AYANT DÉPOSÉ UN RAPPORT ET CRITÈRES D'ÉVALUATION UTILISÉS PAR LA COMMISSION**

**Liste des entreprises ayant déposé un rapport et critères d'évaluation utilisés par la Commission.**

- Ville de Québec
- Ville de Lévis
- Ville de Rivière-du-Loup
- Conseil du trésor
- Le Château Frontenac
- Ville de Baie-Comeau
- Communauté urbaine de l'Outaouais
- La Financière Manuvie
- Bayer inc.
- H & R Florasynth
- Metaux Russel
- Ville de Hull
- La Société canadienne de métaux Reynolds ltée
- Graybec Calc inc.
- Parmalat Canada, division des Fromages et Tartinades
- La Fédération Compagnie d'assurances du Canada
- Université de Montréal
- Sun Life Assurance Company of Canada
- Université Concordia
- Schneider Canada Inc.
- La Compagnie Minière Québec Cartier
- Ville de Boucherville
- Disque Améric inc.
- École polytechnique de Montréal
- Tecsalt inc.

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 23. LISTE DES ENTREPRISES AYANT DÉPOSÉ UN RAPPORT ET CRITÈRES D'ÉVALUATION UTILISÉS PAR LA COMMISSION

##### Liste des entreprises ayant déposé un rapport et critères d'évaluation utilisés par la Commission.

**Autres noms qui identifient l'employeur :** Tecslut International Ltée, Tecslut Eduplus Inc., Tecslut Foresterie Inc., Tecslut Environnement Inc., Tecslut Construction Inc., Tecslut Q.M.T., Gendron Lefebvre Inc., ABBDL Inc., Agritecslut Inc., Corrosult, Datasult Inc., Gagné Savard Inc., Imprimec, Intech PEM, Nucléotec Inc., Poulin Thériault Inc.

- The Kidney Foundation of Canada
- Wawanesa
- Compagnie Pétrolière Impériale ltée
- Alliance des professeures et professeurs de Montréal
- Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception
- Reycan S.E.C.
- Pétro-Canada
- Université Laval
- Université du Québec (siège social)
- Université du Québec à Montréal
- Université du Québec à Trois-Rivières
- Université du Québec à Chicoutimi
- Université du Québec à Rimouski
- Université du Québec à Hull
- Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
- Institut national de la recherche scientifique
- Institut Armand-Frappier
- École nationale d'administration publique
- École de technologie supérieure
- Télé-université
- Axa assurances inc.
- Axa Canada inc.
- Axa Canada Tech inc.
- Domco inc.
- Château Mont Tremblant

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****23. LISTE DES ENTREPRISES AYANT DÉPOSÉ UN RAPPORT ET CRITÈRES D'ÉVALUATION UTILISÉS PAR LA COMMISSION****Liste des entreprises ayant déposé un rapport et critères d'évaluation utilisés par la Commission.**

- Trans Canada Credit Corporation
- Ville de Saint-Hyacinthe
- Praxair Canada inc.
- Deschênes & Fils ltée
- Provigo Distribution inc.
- Canon Canada inc.
- Pfizer Canada inc.
- Réseau Publi-Maison inc.
- Publications Transcontinental inc.
- Imprimeries Transcontinental inc.
- Sucre Lanctic inc.
- Cambior inc.
- Corporation de l'Université Bishop's
- Le Groupe UCS
- PCI Chimie Canada inc.
- Office municipal d'habitation de Montréal
- Ville de Longueuil
- Ville de Sainte-Thérèse
- Pharmacia & Upjohn
- Université de Sherbrooke
- Centre Canadien d'Architecture
- Cirque du Soleil
- SITQ Immobilier
- Téléglobe inc.
- Groupe LGS inc.
- La Brasserie Labatt
- Shell Canada limitée
- La Compagnie d'assurance Standard Life

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 23. LISTE DES ENTREPRISES AYANT DÉPOSÉ UN RAPPORT ET CRITÈRES D'ÉVALUATION UTILISÉS PAR LA COMMISSION

##### Liste des entreprises ayant déposé un rapport et critères d'évaluation utilisés par la Commission.

- Novartis Pharma Canada inc.
- Péтромont, société en commandite
- Chaussures H.H. Brown (Canada) limitée
- Aon Parizeau inc./Aon Reed Stenhouse inc.
- Le Château Montebello
- Hôtel Reine-Élisabeth
- Compagnie d'assurance Combined d'Amérique
- La Corporation Sport Maska Inc.
- Ville de Granby
- Regroupement Loisir Québec
- Van Waters et Rogers Ltée

Quant aux autres employeurs, il faut, avant de divulguer leur nom, dans le cadre de l'application de la *Loi sur l'accès*, les consulter. Selon la *Loi sur l'accès*, ils disposeraient d'un délai de vingt jours de la réception de notre demande à cet effet pour présenter leurs observations.

##### Critères d'évaluation utilisés par la Commission

###### L'article 120

La Loi sur l'équité salariale prévoit que la Commission détermine si le programme d'équité ou de relativité salariale complété ou en cours au 21 novembre 1996 présenté par l'employeur, remplit les conditions prévues à l'article 119.

L'article 120 prévoit également que la Commission analyse le programme à partir des informations contenues au rapport transmis par l'employeur, des informations transmises par les salariés ou leur association accréditée et des vérifications effectuées.

###### Les conditions prévues à l'article 119

Pour se prévaloir des dispositions du chapitre IX, le programme doit, dans un premier temps, avoir été complété au 21 novembre 1996, date d'adoption de la loi. Si le programme n'était pas complété à cette date, il doit répondre à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 23. LISTE DES ENTREPRISES AYANT DÉPOSÉ UN RAPPORT ET CRITÈRES D'ÉVALUATION UTILISÉS PAR LA COMMISSION

##### Liste des entreprises ayant déposé un rapport et critères d'évaluation utilisés par la Commission.

1° le programme est complété pour au moins 50% des catégories d'emplois à prédominance féminine;

2° l'évaluation des catégories d'emplois est débutée.

Le programme à analyser est réputé conforme à la loi, s'il comprend :

1° une identification des catégories d'emplois et la proportion de femmes dans chacune de ces catégories;

2° une description de la méthode et des outils et l'élaboration d'une démarche qui a tenu compte, à titre de facteurs, des qualifications, des responsabilités, des efforts ainsi que des conditions dans lesquelles le travail est effectué;

3° un mode d'estimation ou des écarts salariaux.

De plus, l'employeur doit s'être assuré, par des mesures qu'il doit présenter dans son rapport, que chacun des éléments du programme, ainsi que l'application de ces éléments, sont exempts de discrimination fondée sur le sexe.

Enfin, le programme doit avoir permis la comparaison de chacune des catégories d'emplois à prédominance féminine à des catégories d'emplois à prédominance masculine.

##### L'article 121

Si la Commission conclut que le programme ne remplit pas les conditions de l'article 119, elle indique à l'employeur dans quelle mesure les conditions ne sont pas rencontrées et les correctifs appropriés.

L'employeur peut, dans les 90 jours de la décision de la Commission, saisir le Tribunal du travail de la décision de la Commission.

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****24. RAPPORT DÉPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT****Copie du Rapport déposé par le gouvernement.**

Le Conseil du trésor fera parvenir le 31 mars trente copies de ce rapport à madame Suzy Lemay, responsable des commissions parlementaires. Incidemment, des copies pourront être demandées à madame Lemay.

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****25. LISTE DES ENTREPRISES AYANT DÉPOSÉ UN RAPPORT ET CRITÈRES D'ÉVALUATION UTILISÉS PAR LA COMMISSION**

**Liste des entreprises ayant déposé un rapport et critères d'évaluation utilisés par la Commission.**

**RÉPONSE DONNÉE À LA QUESTION NO 23**